Journal du Lot 10^c

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

LOT et Départements limitrophes	3 mois	6 mois	1 an
Autres départements	4 fr. 25	8 fr.	15 fr.
TÉLÉPHONE 31	4 fr. 50	8 fr. 50	16 fr.

COMPTÉ POSTAL : 5399 TOULOUSE

Les abonnements se paient d'avance
Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur

M. DAROLLE, Co-Directeur — L. BONNET, Rédacteur en chef

Les Annonces sont reçues au bureau du Journal.

Publicité

ANNONCES JUDICIAIRES (7 colonnes à la page).....	80 cent.
ANNONCES COMMERCIALES (la ligne ou son espace).....	1 fr. 25
RÉCLAMES 3 ^e page (— d' —).....	1 fr. 25

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

LES ÉVÉNEMENTS

Le problème financier: Un testament de M. Doumer. — Les idées de M. de Lasteyrie. — Les Soviets et la Conférence de Gènes. — La renaissance navale de l'Allemagne. — La déclaration ministérielle.

A la date du 11 janvier, M. Doumer, alors ministre des finances, adressait à ses collègues du cabinet une lettre fort intéressante.

Cette lettre apparaît aujourd'hui comme un Testament.

Mais ce Testament, les nouveaux ministres devraient le lire et s'en inspirer.

Dans ce mémoire, M. Doumer lançait un ardent appel à l'économie.

En voici le principe :

« La disparition des douzièmes provisoires implique celle de certains errements, et les administrations seraient sans excuse si la gestion des crédits n'était pas assurée cette année avec une parfaite régularité. »

Relisez maintenant ces judicieuses suggestions :

« Les administrations doivent se bien pénétrer de ces deux idées : la première, que chacune des dotations budgétaires votées par le Parlement représente le maximum infranchissable des dépenses qu'elles peuvent faire en l'objet ; la seconde que ces dotations budgétaires, mises à leur disposition et non à leur discrétion, ne constituent pas un bien propre qu'il leur est loisible en tout cas de consommer jusqu'à épuisement. »

Ces deux maximes, M. Doumer y tient beaucoup, car il ajoute un peu plus loin :

« Les engagements ne devront être pris qu'avec la plus extrême prudence et le souci permanent de rester en deçà des crédits. En matière de crédits limitatifs, comme ceux destinés par exemple aux dépenses de matériel, aucune raison, fût-elle tirée de variations possibles des prix, ne justifierait un dépassement du chiffre fixé par le Parlement. »

Quant aux dotations budgétaires, l'ex-ministre rappelait fort à propos qu'elles ne sont pas « la propriété des Administrations ». »

« Celles-ci, précise-t-il, n'ont pas le droit d'utiliser les reliquats de crédits subsistants après exécution normale des services, ni les disponibilités produites par la non-réalisation d'une mesure primitivement prévue. Elles ont le devoir de gérer avec la plus scrupuleuse parcimonie, de s'ingénier à procurer la plus grande somme d'économies possible. »

Il n'y a rien à reprendre à ces sages conseils.

Tout au plus pourrait-on s'étonner qu'il ait été utile de les formuler.

Puisse, du moins, ce précieux testament de M. Doumer ne pas rester entièrement lettre morte !

M. de Lasteyrie était désigné pour prendre la succession de M. Doumer : il a fait montre, tant au Parlement que dans la presse, d'un sens critique avisé et d'une courageuse franchise.

Rapporteur du budget des dépenses recouvrables, il rappelait tout récemment dans son rapport que le Trésor français avait payé, en 1921, pour le compte de l'Allemagne quelqes 80 milliards !

Il prévoyait qu'en 1922 la France avancerait, toujours pour l'Allemagne, 15 ou même 19 milliards.

Et coincidence curieuse : le jour même où M. Briand rentrait de Cannes, M. de Lasteyrie proclamait, dans son rapport, la nécessité absolue pour la France du paiement intégral et régulier de ce que les Boches nous doivent, c'est-à-dire des annuités d'au moins 7 milliards.

Nous voulons espérer que, devenu ministre, M. de Lasteyrie n'oubliera pas ses légitimes préoccupations d'hier et s'efforcera d'appliquer le remède qu'il préconisait jadis.

Car, M. de Lasteyrie, rapporteur, ne se bornait pas aux critiques et aux doléances : il n'hésitait pas à proposer des solutions.

En particulier, il a réclamé avec vigueur, la création d'une Commission de la Dette allemande, siégeant à Berlin, analogue à celle qui résidait naguère à Constantinople.

« Il faut, écrivait-il voici tout juste un an, que nous nous décidions enfin à recourir au seul moyen connu dans l'his-

toire, pour obliger un Etat défaillant à payer ses créanciers. Il faut que nous installions à Berlin une commission de la dette, analogue à celle qui fonctionnait en Grèce, en Egypte, en Turquie, etc. »

Et celui, qui n'était encore que Sénateur de la Corrèze, envisageait la délicate question des garanties vis-à-vis de l'Allemagne, ajoutait avec netteté :

« On peut concevoir des garanties d'ordres divers ; il en est une que nous avons entre les mains, c'est l'occupation de la rive gauche du Rhin et de la tête de pont de Dusseldorf. Nous devons établir bien nettement que nous sommes sur la rive gauche du Rhin et que nous entendons y demeurer jusqu'à ce que nous soyons intégralement payés. »

Voilà des données précises et des propositions concrètes.

Le pays les entend.

Il se refuserait à payer deux milliards d'impôts nouveaux en 1923... parce que l'Allemagne ne s'exécute pas et que la Commission des Réparations ne la contraindrait pas à respecter ses engagements.

Le gouvernement des Soviets a fait connaître sans tarder son acceptation d'envoyer des délégués à la Conférence économique de Gènes.

Cette invitation des Alliés constitue, qu'on le veuille ou non, une reconnaissance dissimulée du régime des Soviets.

Et de fait, on prête au Président des Etats-Unis l'intention d'annoncer prochainement d'une façon officielle cette reconnaissance.

Dès lors, peut-on se demander, quelle influence exerceront cette invitation et cette reconnaissance implicite sur l'attitude des bolchevistes à l'égard des puissances orientales ?

Cette adhésion de venir à Gènes implique-t-elle, en particulier, l'adoption de la résolution votée à Cannes le 6 janvier par le Conseil Suprême ? Cette question est d'importance.

La résolution votée comprend six articles très instructifs d'où il résulte que :

1^o Aucune nation ne doit dicter à une autre son système de gouvernement, de propriété et de vie économique ; les biens et droits des étrangers doivent être respectés.

2^o Les dettes doivent être reconnues.

3^o L'exécution des contrats doit être assurée en chaque pays par un système légal et juridique.

4^o Le commerce doit trouver partout des conditions financières et monétaires qui lui offrent des garanties suffisantes.

5^o Aucune nation ne doit entretenir une propagande subversive chez une autre nation.

6^o Enfin, stipulation particulièrement importante, « tous les pays doivent prendre en commun l'engagement de s'abstenir de toute agression à l'égard de leurs voisins ». »

Si les Soviets souscrivent aux termes de cette résolution — et pour participer à la Conférence ils devraient au préalable y souscrire — les Alliés recevront un commencement de garanties.

De telle sorte, en définitive, que, si les Alliés sont fermes dans leur résolution, la Conférence de Gènes permettra d'éprouver la bonne foi des Soviets, tandis que sera inaugurée une ère nouvelle de relations avec la Russie.

Mais cette espérance ne se réduira-t-elle pas à une vaine chimère ?

Il y a quelques jours, commentant l'invitation qui convie le gouvernement des Soviets à la Conférence de Gènes, la Pravda, qui est une sorte de Journal Officiel des Soviets, affirmait que c'est là « une victoire pour la révolution russe ». »

Elle poursuivait : « Ce n'est pas la fin de la lutte, mais c'est le premier succès obtenu sur ce nouveau front diplomatique avec de nouveaux moyens. Les succès intérieurs dépendent de notre puissance militaire et de notre situation économique. »

On le voit par cette simple citation : l'attitude du gouvernement bolchevique n'est pas très nette : l'énigme plane encore !

Décidément, on ne saurait prendre trop de précautions quand on s'apprête à négocier avec des hommes dont la loyauté est loin d'être au-dessus de toute épreuve !

Avant la guerre, l'Allemagne avait reçu de son empereur un mot d'ordre, qu'elle suivait avec empressement : « Notre avenir, disait-il, est sur mer. »

Et, de fait, le Reich disposait d'une marine, non seulement militaire, mais encore et surtout marchande de premier ordre.

Ses lignes de navigation sillonnaient tous les océans, concurrençant sérieusement les compagnies britanniques.

La guerre avait provoqué l'effondrement de tout cet organisme de commerce. On ne supposait pas que l'Allemagne pût, de longues années, reprendre sa place.

Or, en ce domaine, comme en tous les autres, l'Allemagne se relève avec une rapidité inouïe.

L'envoyé spécial du Temps en Allemagne consacrait une de ces dernières lettres à la renaissance navale du Reich. Il apporte de précieux enseignements.

« En 1919, le port de Hambourg était désert, les chantiers abandonnés. La flotte marchande allemande n'existait plus. Elle qui venait au second rang en 1914 avait perdu 380.000 tonnes pendant la guerre, elle avait livré à l'Entente tous ces navires d'un tonnage supérieur à 1.600 tonnes, ainsi que la moitié des bateaux d'un tonnage inférieur. L'empire allemand n'avait plus que des bâtiments sans valeur ; il tombait au treizième rang.

Immédiatement l'Etat mit à la disposition des armateurs une subvention de 12 milliards à la condition que 90 0/0 de nouveau tonnage serait construit sur les chantiers allemands. La production a été en moyenne de 600.000 tonnes par an et les lancements de navires se succèdent sans interruption.

De puissants trusts réunissant l'industrie lourde, les charbonnages, les chantiers de construction, les armateurs souscrivent les milliards nécessaires à la construction de la nouvelle flotte.

Stinnes a fondé une « compagnie de navigation et de commerce transatlantique ». Thyssen subventionne les armateurs de Flensburg, le Bremer-Vulkan et le Phenix. Les héritiers du « roi Stumm », le grand industriel de la Sarre, fournissent des fonds à des compagnies hambourgeoises. Les chantiers Hamburger Werft et Deutsche Werft sont soutenus par Haniel et Rathenau. Trois paquebots américains et trois vapeurs allemands assurent le service Hamburg-New-York. La Hamburg-Amerika a réorganisé ses services d'avant-guerre vers l'Extrême-Orient. »

Les résultats de ces efforts prodigieux ne se sont pas fait attendre : les entrées et sorties de navires du port de Hambourg ont sextuplé depuis 1919 et atteignent déjà les 3/4 du transit d'avant-guerre.

Et dire que d'aucuns célèbrent toujours imperturbablement la profonde détresse du Reich !

Les problèmes qui sollicitent les soins du gouvernement sont nombreux, complexes, enchevêtrés.

La déclaration ministérielle ne néglige aucun d'eux.

Pourtant, l'intelligence toute lucide de M. Poincaré a décelé, dans un fouillis presque inextricable, les questions essentielles.

A chacune d'elles, son esprit de décision apporte une solution nette.

Avant tout, M. Poincaré entend assurer l'exécution des traités, spécialement du traité de Versailles.

Signés par les Alliés, contresignés par nos ennemis, les traités constituent en quelque sorte la charte de nos droits.

Permettre ce que d'aucuns appelaient « le sabotage du Traité de Versailles », c'est s'engager dans une voie extrêmement dangereuse, autoriser toutes les révisions successives et toutes les annulations.

M. Poincaré l'a dit avec raison : Ce serait la plus scandaleuse des iniquités si un pays, qui a subi une agression sans excuse et dont dix départements ont été ravagés par l'invasion, devait, après la victoire, relever à ses frais les ruines qu'une guerre de quatre années a amoncées sur son territoire et faire supporter par ses contribuables le service régulier des pensions ou allocations dues aux victimes de la guerre.

Avec l'application des Traités, la réparation des dommages de guerre doit être la préoccupation dominante.

L'Allemagne pratique tous les procédés pour faire croire à sa misère, alors que sa fortune est bien réelle.

« Si l'Etat se ruine, constate judicieusement le Président du Conseil, la nation s'enrichit ». Il ne faut pas être dupe du camouflage pratiqué.

Il y va du salut de la France.

Il y va aussi de la moralité !

La déclaration ministérielle n'a garde de passer sous silence la Conférence économique de Gènes : l'Allemagne est sans doute délabrée par son crime, la Russie des Soviets ruinée par sa folie. Mais s'il y a toute une zone d'effondrement économique, il existe deux pays profondément meurtris, cruellement dévastés, sans que leur culpabilité soit engagée : c'est à la résurrection de ces pays qu'il sied d'abord de se consacrer.

De plus, la France ne saurait être représentée à Gènes, si, avant toute discussion, les conditions fixées par le protocole de Cannes n'étaient « acceptées ». Aucune de ces garanties, qui ne constituent qu'un minimum, ne doit être débattue.

Et M. Poincaré ajoute avec netteté : faute « de garanties, nous serions forcés de reprendre notre liberté d'action ».

Bornons-nous, à l'analyse de ces directives de la déclaration ministérielle : elles suffisent à démontrer que, sans la moindre provocation, le ministre Poincaré entend poursuivre une politique d'intérêt national, une politique française.

M. DAROLLE.

INFORMATIONS

La Conférence de Gènes

En ce qui concerne la participation des Etats-Unis à la Conférence de Gènes, on déclare, dans les milieux officiels, que les rapports de l'ambassadeur Myron T. Herrick sur la situation en France influenceront beaucoup la décision finale.

Si la France doit s'abstenir de prendre part à la Conférence, les Etats-Unis estimeront que la Conférence ne peut remplir son but, et l'invitation sera déclinée.

L'avis général de l'Amérique est que la Conférence de Gènes doit se limiter exclusivement aux questions économiques. Si la Conférence de Gènes doit entraîner les Etats-Unis dans les questions de politique européenne, il n'y a aucune chance d'une participation américaine.

La délégation des Soviets à Gènes

Il se confirme que Lénine n'ira pas à la conférence de Gènes. Ioffe et Rakowski feront partie de la délégation dont le chef n'est pas encore désigné.

La commission qui élabore le programme de ladite délégation est d'avis que les instructions de cette délégation doivent être les mêmes que celles de la délégation allemande afin de faire contrepois à l'Entente et particulièrement à la France.

Le maréchal Pétain nommé inspecteur général de l'armée

On a renoncé à créer au ministère de la guerre un poste de secrétaire général qui serait confié à un maréchal de France. Toutefois, afin de rendre plus effective la collaboration du ministre de la guerre, et du vice-président du conseil supérieur de la guerre, chef suprême des armées en temps de guerre, ce dernier voit ses attributions se compléter, dans le temps de paix, par celles d'inspecteur général de l'armée, régies par un décret qui a paru au « Journal Officiel ».

Le conflit douanier franco-espagnol

M. Maura espère un accord prochain

M. Maura, président du conseil, interrogé sur les négociations douanières entre la France et l'Espagne, a déclaré que les deux parties sont animées du plus grand esprit de conciliation et qu'il y a tout lieu d'espérer qu'un accord satisfaisant pour les deux pays sera prochainement conclu.

La campagne en faveur de l'internationalisation de Tanger

Le « Times » annonce de bonne source qu'en ce qui concerne Tanger, la Grande-Bretagne a, déjà deux fois, offert de discuter son futur statut politique de concert avec la France et l'Espagne, sur la base d'un régime international pour Tanger. Ce régime serait le résultat des délibérations conjointes des trois nations.

Autant qu'en sachent les autorités britanniques, le gouvernement espagnol serait en faveur d'une politique d'internationalisation. « Dans ce cas,

dit le « Times », il ne devrait pas y avoir de sérieuses difficultés pour arriver à un accord commun lors des conversations qui, on l'espère, auront lieu sous peu. »

Chambre des Députés

Séance du 19 janvier 1922

Dès l'ouverture de la séance, M. Poincaré monte à la tribune et donne lecture de la déclaration ministérielle. Tout d'abord, M. Poincaré se réjouit de ce que la Chambre en votant le budget en temps voulu, permettra de discuter sans retard les projets urgents qui figurent à l'ordre du jour, d'améliorer notre situation financière. Mais l'Allemagne devra payer l'Allemagne prétend quelle est insolvable, ou elle gaspille systématiquement ses ressources d'Etat. Son commerce, son industrie sont en pleine activité. Si l'Etat allemand se ruine, la population s'enrichit. Le problème des réparations domine tous les autres problèmes. Dans cette œuvre la France ne doit pas oublier la Belgique.

En outre, M. Poincaré déclare qu'il faut appliquer les clauses du traité de Versailles, telles que le désarmement et la punition des coupables. Mais dans toutes ces questions, il faut que l'accord entre tous les Alliés soit absolu. C'est pourquoi, le Gouvernement continuera son concours à la Société des Nations.

Les invitations pour la Conférence de Gènes ont été lancées par les puissances alliées. M. Poincaré dit que la France insistera pour que les conditions déterminées dans le protocole de Cannes soient acceptées ou refusées par les délégués avant toute discussion et pour qu'aucune des stipulations des traités ne puisse être même indirectement débattue par la Conférence ; faute de garanties précises à cet endroit, nous serions forcés de reprendre notre liberté d'action.

M. Poincaré termine en préconisant l'accord entre tous les Alliés. Vis-à-vis de tous nos Alliés « nous aurons, dit-il, la préoccupation constante de ne pas employer que le langage de la modération, de la franchise, de l'amitié ». Puis il fait appel au concours du Parlement. « Nous faisons appel à tous ceux d'entre vous qui, sentant la gravité de l'heure, sont prêts à s'unir dans le respect des lois de la République qui est la sauvegarde des droits de la France. »

De vifs applaudissements saluent les déclarations du Président du Conseil.

M. Girod présente des observations au sujet de la fusion des ministères de la guerre et des pensions. M. Varenne critique le nouveau gouvernement qui, dit-il, n'est composé que de la plupart des membres de l'ancien ministère. Il croit que le nouveau Gouvernement fera la même politique que le précédent cabinet et il déclare que ses amis et lui voteront contre lui.

Après des discours de MM. Cachin et Bonnet, M. Poincaré prend la parole. « Lorsque la guerre fut déclarée, dit-il, mon seul désir fut d'assurer la victoire dans l'union sacrée. Aujourd'hui, je n'accepterai pas une tâche qui ne fût pas de pure entente nationale. C'est à l'appui du Parlement que je me présente toute mon autorité ». Il développe les principaux points de la déclaration ministérielle. Il termine en déclarant que « la France doit poursuivre les conversations avec les alliés sur un pied d'égalité : le traité de Versailles nous lie les uns aux autres, comme il lie l'Allemagne vis-à-vis de nous ». De vifs applaudissements éclatent.

M. Herriot déclare que le Gouvernement, pour l'application des principes de politique extérieure, peut compter sur le concours du parti radical. M. André Lefèvre, au contraire, regrette de ne pouvoir accorder sa confiance au Président du Conseil, car il n'approuve pas les nouvelles attributions du maréchal Pétain.

Un ordre de jour de confiance présenté par M. Arago est voté par 472 voix contre 107.

Séance du 20 janvier 1922

La Chambre renvoie à quinzaine la discussion du projet tendant à modifier la taxe sur les représentations cinématographiques.

Elle discute un projet de loi modifiant un certain nombre de taxes postales : papiers d'affaires, 0,15 jusqu'à 20 grammes ; cartes postales illustrées, 0,10, étant entendu que la moitié du recto seulement sera réservée à la correspondance et l'autre moitié à l'adresse. Le projet est voté : les cartes de visite portant 5 mots sont taxées à 0,15 c.

La Chambre vote un crédit de 200.000 fr. pour l'érection à Marseille d'un monument commémoratif en l'honneur de l'armée d'Orient.

Sénat

Séance du 19 janvier 1922

M. Bourgeois, président prononce l'éloge funèbre de M. Sauvage, sénateur des Alpes-Maritimes, décédé.

M. Berthou lié la déclaration ministérielle, qui est très bien accueillie et dont plusieurs passages sont chaleureusement applaudis.

Le Président fait connaître qu'il a reçu de M. Deschanel une demande d'interpellation sur la politique extérieure du gou-

vernement. Cette discussion viendra en séance publique après que le gouvernement aura été entendu par la commission des affaires étrangères.

M. Henry Bérenger dépose ensuite l'avis de la commission des finances sur le projet de loi relatif au programme naval. Le Sénat s'ajourne au mardi 24.

CHRONIQUE LOCALE

Encore le ravitaillement !

Dans le nouveau ministère, le sous-secrétaire d'Etat de la liquidation des stocks et du ravitaillement n'a pas été maintenu. Le Parlement avait supprimé les crédits relatifs à l'entretien de ce rouage administratif qui fut plus funeste qu'utile au pays.

Mais il y a encore beaucoup de stocks à liquider, et il y a certainement une situation à liquider quant au ravitaillement. Tous les comptes ne sont pas clairs, ne sont pas rendus.

Alors le nouveau ministère a prié l'ancien sous-secrétaire d'Etat de la liquidation des stocks et du ravitaillement, de bien vouloir continuer, « comme chargé de mission », à assurer cette liquidation.

La situation ne devant plus être, agréable, l'ancien sous-secrétaire d'Etat a accepté, à la seule condition que « sa mission fût temporaire et non rémunérée. »

Evidemment, la mission n'est guère intéressante pour le sous-secrétaire d'Etat qui devra remettre le bilan complet de la gestion du ravitaillement, pendant et après la guerre.

La besogne ne sera pas facile, bien qu'il y ait des accommodations, comme on le sait, comme on l'a vu souvent, avec les pouvoirs publics.

Ce ravitaillement a coûté si cher, que le Parlement n'a pas voulu lui voter de nouveaux crédits : et le sous-secrétaire d'Etat actuel, n'a accepté la direction du service qu'à la condition de n'être pas rémunéré.

Il fera la liquidation, il la fera faire « à l'œil ». Ça pour des esprits simples comme nous tous, n'est-ce pas la preuve que ces services ont assez dépensé d'argent inutilement pendant de longues années, pour en refuser aujourd'hui, à la veille de la fin d'une liquidation qui dure depuis si longtemps ?

Car, en dépit de toutes les notes plus ou moins officielles, le service du ravitaillement existe toujours : il a été réduit, mais non supprimé. Il faut procéder à une liquidation ? Mais à laquelle ? Etablir les dépenses faites, non encore connues, faire rentrer de l'argent dû ? Mais cet argent est dû par qui ? S'il manque, qu'il a pris ? Si les comptes ne sont pas exacts, qui est responsable de cette mauvaise gestion ?

Hélas ! nous l'avons dit souvent à l'époque où il pouvait être possible de retrouver toutes les erreurs, les inexactitudes de cette gestion, et même les coupables de ces erreurs, de ces inexactitudes ! Des déficits existaient : ont-ils été comblés depuis lors ?

Nous nous sommes laissé conter, que depuis quelques jours, il est procédé, dans certain département, — peut-être est-ce le Lot, — à des investigations, à des vérifications dans le service du ravitaillement.

Si c'est vrai, cela n'étonnera personne : il n'y a que nous qui sommes étonnés, car comme nous l'avons dit souvent, pourquoi ces investigations, ces vérifications n'ont pas été faites quand il fallait les faire ?

Si c'est, en ce moment, qu'une inspection a lieu... sera-t-elle... fructueuse ? Nous savons trop de ce qui est fait notre scepticisme sur ce point.

Mais tout arrive : et dans cet ordre de vérifications, toutes révélations, toutes découvertes sont si possibles, voire certaines, que, malgré tout, nous avons confiance que quelque chose en sortira. Oh ! rien de bien fameux, rien de bien propre.

Non ! ce n'est pas aujourd'hui qu'il faut farfouiller dans les comptes : c'était hier, c'était il y a 2 ou trois ans !

La liquidation du service du ravitaillement ? Elle a trop duré, elle dure trop : une simple inspection dans les registres des transports aurait été certainement salutaire, au temps où régnaient les Bureaux dits permanents et qui durent toujours !

LOUIS BONNET.

Sites et monuments cadurciens

IV. — Dans l'ombre de la Cathédrale... (Suite)

Laissons le marquis Marot sourire aux « yeux peus claires » du Lot et dirigeons nos pas vers la cathédrale. La rue de la Liberté s'offre à nous y conduire directement. Repoussons cette invite et prenons une fois encore le chemin des écoles. La rue Daurade s'ouvre tout exprès à notre droite. Cette voie ancienne n'a de maisons que d'un côté. Depuis le XIII^e siècle elle range en demi-cercle des logis qui, en acceptant cette règle, se permettent toutes les fantaisies possibles de formes, de dimensions et d'ornements particuliers. Tantôt ils s'habitent de pans de bois; tantôt ils se parent de ravissantes fenêtres; tantôt des porches profonds ou de hauts encorbellements renfrognent leurs entrées. Comme ils regardent le Nord-Est, ils voient à peine le soleil quelques instants à son lever; mais, tout le jour, le jardin d'en-face leur offre la compensation d'un horizon de fleurs et de verdure.

Nous aboutissons à la Préfecture; elle se présente à nous sous son aspect le moins avenant. Pour lui trouver des grâces, il faut la voir de face, non de profil. Ce puissant édifice du XVIII^e siècle fut, je pense, le quatrième des palais successifs des évêques de Cahors. Quand on le regarde de la place du Marché, il apparaît doté de l'ampleur et de la noblesse qui sont les apanages de l'architecture classique du temps de Louis XIV. Nulle part la simplicité des lignes et la sobriété de la décoration ne conviennent mieux au décor général. Une ornementation pompeuse formerait une étrange dissonance avec l'altière nudesse de la basilique voisine. Doublement modeste, la Préfecture se plaît encore à voiler sa triple façade sous les rameaux du plus beau platane de Cahors et ce geste lui sied à merveille.

Au sortir de la rue Daurade, nos regards glissent sur les murs ternes de la Préfecture; ils se jettent sur la Cathédrale. Ils en aperçoivent d'emblée un des plus magnifiques fragments. Sous les coupes, dont les caillots d'ardoise sommés de fleurons, accrochent des faisceaux de lumières, un avant-corps s'appuie au flanc de la nef. Des colonnettes aux gracieux chapiteaux encaissent des guirlandes de rosaces variées. Une broderie élégante et sobre enveloppe ainsi l'ensemble du mur. Entouré d'une double ogive ciselée comme un bas-relief, le porche reproduit à sa base les mêmes motifs avec une alternance pareille de pierres blanches et de pierres grises. Vite, nous approchons pour voir de près les détails de cette ornementation, pour contempler les fleurs des frises, les rinceaux et les masques des chapiteaux, pour suivre d'un bout à l'autre, le développement des scènes héroïques, familières ou narquoises dont s'illustre l'archivolte extérieure. Mais c'est surtout le couronnement du portail qui attire notre admiration. Si ce tympan se cède en richesse à ceux des grandes Cathédrales gothiques, aucune église du XII^e siècle n'en présente qui l'égalent. L'ascension du Christ parmi les anges sidérés d'extase, la procession des apôtres encadrant la Vierge sous des arcades couronnées de tours, les quatre chapitres du martyre de Saint-Etienne rivalisent de maestria, de douceur et de mouvement. Une vie harmonieuse anime depuis huit siècles ces pierres. Devant elles, des foules innombrables ont baissé le front et fermé des yeux pleins de larmes. Comment ne pas être ému par le souvenir autant que ravi par la beauté?

Enfoncé maintenant dans le sol et muré au-dessous de son trop fragile linteau, ce portail ouvrirait jadis ses deux battants au niveau de la rue. Dressa-t-il toujours à cette place son arc triomphal, face à l'évêché? Ou bien a-t-il rempli d'abord, comme il paraît naturel, l'office d'entrée principale de la basilique sur la place du Moustier? Les savants disputent et la querelle n'est pas encore arbitrée. Peu nous importe, d'ailleurs! Le portail Nord de la Cathédrale pare avec magnificence la seule façade latérale visible et accessible complètement. Il s'harmonise à merveille avec les coupes tout le dominant. Enfin, et par-dessus tout, il offre un défilé aux épaisses aux yeux fatigués par la nudité de murailles aussi rudes qu'un rempart de bastille, à ces falaises de moellons gris qui n'auraient autrement pour tous ornements que des fenêtres murées, des files de corbeaux à effigies grotesques et de grimacantes gargouilles.

De très nombreux écrits modernes célèbrent Saint-Etienne de Cahors. Tous historiens de l'art, même les plus spécialisés, lui consacrent soit des chapitres entiers, soit d'importantes mentions dans leurs descriptions des grandes églises du XII^e au XVIII^e siècles. Les savants du Quercy, étudiant de plus près et plus à loisir le monument sans doute le plus curieux de leur province, ont composé sur lui assés de livres pour remplir un rayon de bibliothèque. Il me suffira de citer ces quelques monographies: Baudel, Calvet, Daynard, Dufour, P. de Fontenilles, le docteur E. Rey, R. Labry. A ce dernier écrivain, bien connu des lecteurs de « Journal du Lot », je veux emprunter une citation qui me permettra de caractériser, bien mieux que je ne saurais la faire de moi-même, la Cathédrale apparue au débouché de la « carrière » des Elus ou au sortir des rues de la Liberté et de l'Hôtel de Ville.

« Elle barre la rue, tour battante et forte, dont la porte mutilée a subi des assauts. Elle a peu d'ornements en saillie; elle est plate comme pour décourager une escalade. Elle est austère comme l'armure d'un Templier. Ceux qui l'élevèrent au début du XII^e siècle n'eurent pas le loisir de ciseler la pierre, d'offrir à Dieu en hommage les richesses de leur art. A ce moment, on construisait le pont Valentré; la ville sentait le besoin de s'entourer de solides remparts contre les coupeurs de routes et ses turbulents voisins. Les ouvriers, peut-être, délaissaient parfois leurs outils pour boucler le harnais, s'armer de l'arbalète et courir aux corps de garde. Cette façade a la dureté des temps. La menace de l'Anglais était proche... »

Entrons dans la Cathédrale. La plupart des basiliques se campent sur une haute plateforme. Leur porche se creuse au sommet d'un escalier qui le met en valeur. Ici, dès le portail, on s'enfonce dans le sol. Quelques degrés forment le premier stade de cette descente. Le tambour franchi, quinze mar-

ches nous séparent encore du pavé. Ce palier est une tribune merveilleuse. D'un seul coup d'œil, par un rare privilège, le visiteur voit l'église s'offrir à lui dans son ensemble. Aucun pilier ne coupe la vue. Depuis le mur des orgues jusqu'au dernier pan du chevet, les voûtes sont d'une seule portée. Et l'on est immédiatement saisi par la prodigieuse largeur de l'édifice.

Nulle autre nef ancienne n'approche des 18 mètres de celle-ci. Il fallait vraiment que les architectes du moyen-âge eussent autant d'audace que de maîtrise pour oser poser sur leurs pendents les coupes de pareille dimension qui couvrent cet énorme vaisseau. Ils réalisèrent ainsi un tour de force jamais renouvelé, même à St-Front-de-Pérgueux. Et ce n'est point seulement au point de vue de la technique que ces maîtres inconnus méritent d'être loués; écoutons encore M. Raoul Labry nous dire: « A Cahors, les coupes at- tent l'attention dès l'entrée parais- sent soulever la voûte de l'église plus « hardiment que les ogives des Cathé- drales gothiques. La première sur- tout donne cette impression, car ses « peintures font sentir à l'œil son élé- vation. Il est heureux qu'elle soit au- dessus de l'entrée, car la seconde, « badigeonnée comme les murs, semble, « dans l'uniformité de sa teinte, s'exhaus- « ser à peine au-dessus du plein cein- « tre. »

En traduisant les sensations initiales que nous éprouvons dans notre halte émue au haut des degrés de Saint-Etienne, M. Labry vient de nous en révéler une autre latente encore dans notre esprit. La largeur et la hauteur du vaisseau nous étonnent moins mainte- nant que l'opposition des couleurs et les jeux de la lumière. La blancheur générale de la nef serait presque offen- sante si les peintures de la première coupole ne l'interrompaient en suspen- dant sur nous le dais sans rival où se trouvent figurées la ronde hiératique des huit prophètes et l'apothéose du patron de la basilique. D'autres images, de plus en plus larges et nombreuses, s'emparent au loin des parois de la ba- silique. Certaines égales en ancienneté et en charme les enluminures de la coupole. Tout le chevet est revêtu de couleurs tantôt douces et tantôt vibrantes. A la lumière grise qui tombe des verrières de la nef, l'abside oppose, d'autre part, les gerbes de rayons bleus, rouges, jaunes et verts, parfois un peu crus, que dispersent ses vitraux. Un tableau de M. Becmeur montrait excel- lentement naguère aux promeneurs du « trottoir littéraire » ce contraste où réside une des originalités majeures de la Cathédrale.

Descendant les marches, avec assez de lenteur pour graver définitivement dans notre esprit le souvenir de l'ensem- ble du décor, allons rendre des visi- tes particulières aux diverses parties de l'édifice. Depuis ce jour de juillet 1119 où le pape Calixte II consacra cette église terminée, chacun des grands évêques de Cahors, ornant sa Cathédrale aux temps prospères ou la réparant après les désastres des guerres et des ouragans, a tenu à lui laisser des témoi- gnages de sa piété ou des monuments de sa magnificence. Les résultats de ces entreprises diffèrent en importance et surtout en qualité. Les tribunes à revêtements polychromes qui font face à la chaire ne procèdent certes point d'une aussi heureuse inspiration que les vol- tures du sanctuaire. Si la flamboyante porte de la Bonne-Roche jure un peu avec le mur qu'elle traverse, combien elle l'emporte en élégant éclat sur l'ar- rangement de plusieurs chapelles. Comme partout en pareil lieu, la médiocrité de l'invention et la pauvreté de la réalisation affectent les œuvres les plus récentes. Cette remarque ne s'ap- plique, bien entendu, point à la noble et simple décoration sur laquelle, en pleine lumière, se détache la blanche statue de Jeanne d'Arc. Aucun Cadur- cien ne peut contempler ces tables de marbre sans une émotion d'autant plus profonde qu'aucun ornement oiseux ne vient distraire les yeux de leur tragi- que lecture... (A suivre).

Eug. GRANGIÉ,
Député départemental
du Touring-Club de France.

Votes de nos députés

Sur la priorité en faveur de l'ordre du jour de confiance dans le Gouver- nement nos députés ont voté: Pour.

La Chambre a adopté par 434 contre 85.

Commission du Sénat

La gauche démocratique du Sénat a désigné deux de ses membres qui feront partie de la nouvelle commis- sion d'instruction de la Haute-Cour. Les titulaires sortants: MM. Alexan- dre Bérard, Simonet, Poule et LOU- BET ont été réélus.

Médaille militaire

Nous sommes heureux d'annon- cer que par arrêté ministériel en date du 4 janvier 1922, M. Roger-Fré- déric Meulet ex-adjoint au 4^e bat- taillon de Chasseurs à pied, est ins- crit au tableau spécial de la Mé- daille militaire, à compter du 16 juin 1920.

Ce jeune sous-officier était déjà titulaire de la Croix de guerre Fran- çaise et de la Croix de guerre Belge avec cinq citations.

M. Meulet est le fils de M. Adrien Meulet, ancien notaire à Calès.

Compatriote

Dimanche, 8 janvier, au program- me des Concerts Colonne, à Paris, figu- rait une œuvre de notre compatriote, M. Canteloube de Malaret, de Bagnac: « Le Mas ». Le plus vif suc- cès a accueilli ces splendides pages musicales que l'orchestre, dirigé par le célèbre maestro Gabriel Pierné, a rendues à la perfection.

Voici ce que dit de cette œuvre musicale M. Adolphe Boschot, le cri- tique si autorisé de l'« Echo de Pa- ris »: « Le Mas, de M. J. Cantelou- be, est une suite symphonique: elle chante la terre méridionale, les longs crépuscules limpides, les moissons pleines d'une vie luxuriante. C'est là une partition robuste, sincère, colo- rée. »

Contributions directes

M. Grangié, contrôleur des Contribu- tions directes dans le Lot, est nom- mé dans la Dordogne.

Contributions indirectes

Notre compatriote M. Iches, est nommé vérificateur des Contribu- tions indirectes à St-Rémy-en-Beau- mont (Marne).

Nos félicitations.

Enseignement primaire

Notre compatriote Mlle Mousset, de Labastide-du-Vert, est nommée institutrice à Boutigny (Seine-et-Oise).

P. O.

M. Boudrinou, commis de 2^e classe à la gare de Limoges, est nommé à Bretenoux.

APRÈS LA GRÈVE

Vendredi matin, les boulangeries avaient ouvert leurs portes: der-rière la glace des devantures, les pains étaient amoncelés, et les clients s'approvisionnaient.

Le trafic avait repris son cours normal d'avant la grève. Sous le pé- ristyle de l'Hôtel de Ville, il y avait encore des quantités de boîtes de 1200 grammes, des pains de 2 kilos et quelques grosses tourtes de 16 li- vres: celles-ci avaient été apportées jeudi, d'Albas.

Les boulangers avaient accepté de prendre à leur compte ces tourtes, mais, croyons-nous, elles furent toutes vendues dans la journée de ven- dredi.

350 pains de 1200 grammes et de 2 kilos environ, sont restés invendus: mais ils n'ont pas été en charge à la municipalité qui a dû en trouver le placement dans les établissements de bienfaisance.

Le retour au régime normal était donc un fait accompli dès vendredi à midi. Il faut espérer que pareille grève ne se renouvellera pas. Elle fut pénible pour tout le monde. Une fois et c'est assez.

Une conséquence de cette grève mérite d'être signalée. Le pain de 1200 grammes était payé 1 fr. 10: chaque acheteur devait donner les 10 centimes pour faire l'appoint: les vendeurs se refusant de le faire et pour cause.

Le résultat: c'est que tous les acheteurs s'arrangeaient pour trouver les 10 centimes.

Le bureau de la Confédération Nationale des planteurs de tabac nous adresse la communication suivante:

Dans un article paru dans plusieurs journaux il est fait grief aux dirigeants de la fédération des planteurs d'avoir laissé voter par la Chambre sous le N^o 48 de la loi des Finances le texte suivant: « Par dérogation aux articles 181 et 199 de la loi du 28 avril 1816 le taux auquel sera payée la valeur des quantités de feuilles mises à la charge des planteurs de tabac pour manquants, lors de la livraison de leurs récoltes, est fixé à 24 fr. par kilo; est abrogé l'article 38 de la loi des Finances du 31 mars 1903. »

L'auteur de l'article, anonyme d'ailleurs, a crié bien haut à la trahison et croit que les planteurs de tabac auraient pu être victimes de l'adoption de ce texte. Il faut croire que celui qui attaque ainsi les diri- geants de la C. G. P. n'a jamais été plan- teur de tabac de sa vie et il ignore, nous en sommes convaincus, quels seront les bénéficiaires de ce texte ainsi modifié.

Les planteurs qui ne portent point le complet légal de leur tabac sont, 99 fois sur 100, des fraudeurs qui ont cédé une partie de leur récolte à des contreban- diers. Heureusement ce fait ne se pro- duit presque jamais parmi nos braves planteurs. Le texte en question fixe à 24 fr. par kilo le prix des manquants que le planteur ne représente pas.

Il est incontestable que la C. G. P. ne peut pas cependant défendre les intérêts des fraudeurs et permettre de dissimuler une partie de la récolte au préjudice du budget de la France.

Si, dans quelques cas très rares, une petite quantité de tabac manque à un planteur de bonne foi l'administration se montre toujours très tolérante à la de- mande de la fédération.

D'après les journaux en question, MM. De Monzie, Fontanille, Loubet et autres par- lementaires auraient fait disjoindre cet article et ne se doutaient pas qu'ils proté- geraient ainsi de rarisimes cultivateurs, la plupart peu dignes d'intérêt.

Il faut qu'on le sache bien, la confédé- ration générale des planteurs de tabac entend protéger le travail, assurer l'indé- pendance des planteurs et obtenir des prix rémunérateurs, mais elle n'entend en aucune façon favoriser la fraude et diminuer, par ses agissements, les recettes légitimes de l'Etat et des planteurs réunis.

La confédération a conscience d'avoir obtenu des Pouvoirs publics des relè- vements de prix qui améliorent la situation des planteurs. En présence de ces résul- tats, la confédération a décidé de ne formuler, cette année, à la tribune de la Chambre aucune nouvelle réclamation et d'attendre que des directives nouvelles soient données par le prochain congrès des planteurs de tabac.

Le bureau de la Confédération, réuni à Bordeaux le 12 janvier 1922, a tenu à mettre les choses au point et a exprimé ses regrets de la campagne menée par certains journaux contre les dirigeants de la fédération et particulièrement contre MM. Delport et Dalmas, président et secrétaire de la C. G. P.

Ont signé: L. Delport, Président; Vice-Présidents, Bernard (Lot-et-Garonne); Beylard (Gironde); Pradier (Dordogne); Secrétaires, Delmas (Lot); Gaultier (Lot-et-Garonne); Bertrand Hubler (fédération de l'Est).

Les troupes noires

Un de nos confrères régionaux pu- blié à la chronique de Mont-de-Mar- san, le fillet suivant:

Le nouveau régiment, qui a rem- placé notre regretlé 34^e, est complè- tement arrivé à Mont-de-Marsan; il se compose de deux bataillons, com- prenant chacun 800 hommes, cadres compris, ce qui fait un effectif de 1.600 hommes. On voit, le soir, à partir de 5 heures, ces braves noirs débambuler par groupes dans les rues, s'arrêter devant chaque vitrine, ren- trer dans les magasins par dizaine et acheter pas mal d'objets de toutes sortes.

Ils sont très calmes et paraissent doux et faciles à mener: tant mieux pour notre population, qui s'effrayait à la pensée d'avoir des sol- dats noirs.

Ce qui contribue aussi à calmer cette inquiétude, c'est qu'ils sont en- cadrés par des officiers d'un allant qui prouve l'autorité qu'ils ont sur leurs hommes.

Montauban va avoir, dès février, sa garnison complétée par un batail- lon de tirailleurs sénégalais. Comme Mont-de-Marsan, Montauban est prêt à recevoir ce bataillon qui, comme le déclarent les Montalbanais, sera une ressource pour leur ville.

Cahors sera-t-il moins bien servi que Montauban? Ce ne sont pas les locaux qui manquent, pourtant, pour contenir une garnison plus impor- tante que celle que nous avons actuel- lement!

L. B.

L'éclairage

Au sujet de la décision municipale tendant à allumer 300 ou 320 becs de gaz sur les 382 qui existaient avant la guerre, un correspondant s'étonne que cet éclairage n'ait lieu que jusqu'à 1 heure du matin.

« Il faudrait qu'il y eût de la lu- mière toute la nuit, jusqu'à la pointe du jour, » nous dit-il. « Et pour cela, il n'est pas besoin de 320 becs de gaz. »

C'est bien notre avis. Jusqu'à ce jour, 160 becs de gaz étaient allu- més jusqu'à 1 heure: ils n'étaient peut-être pas suffisants pour donner satisfaction dans tous les quartiers, mais il suffisait d'en allumer 60 ou 80 de plus et de les laisser flamber jusqu'au jour.

Avant-guerre, les deux tiers envi- ron des 382 becs de gaz allumés dans la soirée étaient éteints vers 2 heu- res du matin: mais un tiers restait allumés, dans les principales artères de la ville pour permettre de se di- riger, aux personnes qui se levaient de bon matin soit pour aller au tra- vail, soit pour se rendre à la gare.

C'est du reste, ce qui était deman- dé et probablement c'était bien l'avis du Conseil municipal, croyons-nous, quand il vota une amélioration sen- sible de l'éclairage de la ville.

Comme le dit notre correspondant, mieux valait n'allumer jusqu'à 1 heure du matin, que 250 becs de gaz au lieu de 320, mais en laisser 150 éclairés toute la nuit.

Comme cela se passait avant- guerre: et à ce moment, personne ne se plaignait.

L. B.

Nos compatriotes à Paris

« L'Union Amicale des Enfants de Figeac » a donné sa matinée de jan- vier, dimanche dernier, dans les ma- gnifiques Salons Vianey, quai de La Rapée. Ce fut l'affluence habituelle. D'ailleurs Jéhovah s'était mis de la partie en ouvrant toutes grandes ses catacates, de sorte que tous les Lo- tois et leurs amis, ne pouvant déambuler, furent heureux de ne danser que de bien rire un boussi tous ensemble. L'ami Amatag étant grippé, — légèrement, avons-nous appris avec satisfaction: — son prédéces- seur M. Mazet faisait les honneurs du home, non, de l'oustal, aidé des amis Dufour, Bouyges et Louis Aoustrès, et souhaitait la bienvenue à M. Garrigou, du Ministère des Colonies; D' Calmels, Conseiller Municipal de Paris, Pons, président de l'Office du Travail, et à tous les Présidents et délégués des amicales sœurs. Et ce, pendant que la « foultitude » s'en donnait à cœur joie dans les 2 vastes salles au son d'un orchestre entraînant et d'un virtuose de l'accor- déon.

Un tout petit Intermède-Concert pour nous permettre d'applaudir la toute charmante Mlle Estival, plus charmante encore depuis qu'elle est fiancée: M. Séverac, toujours si vi- vement et si justement applaudi, et M. Tespit, qui tint à nous prouver, par quelques chansonnettes pleines d'esprit, que, chez lui, la tenue mili- taire n'incube pas la mélancolie.

Et de nouveau, ce fut le bal, enragé, gai, vraiment beau à voir, car il donne une haute idée du moral et de la vigueur des Parisiens-Caoussignols, jusqu'à 6 h. 30, moment où l'on dut nous expulser presque manu militari, puisqu'il y avait 2 gardes municipaux, 3 Polytechniciens et un futur St-Cyrien. L'y tournerez ver mi fe.

Jean de LARAMIERE.

Notre compatriote M. Paulhac, de Latronquière, instituteur rue Mont- gollier, blessé de guerre, vient de subir une délicate opération qui a par- faitement réussi. Nous lui souhaitons de tout cœur un prompt rétablisse- ment.

J. C.

Mairie de Cahors

Il est rappelé aux électeurs qu'une inscription ou une radiation sur la liste électorale n'est recevable que jusqu'au 4 février inclus.

Peuvent être inscrits:

1^o Ceux qui ont le domicile réel dans la commune et qui, au 31 mars, auront 21 ans d'âge et 6 mois de résidence;

2^o Les contribuables non résidents, mais seulement sur leur propre de- mande, qui figurent au rôle des prestations en nature;

3^o Les fonctionnaires assujettis à une résidence obligatoire, sans du- rée déterminée, à la condition expre- sse de requérir l'inscription avant le 4 février inclus.

Avis aux Electeurs

Nous publions ci-dessus un commu- niqué de la Mairie, relatif à la re- vision des listes électorales pour 1922.

Nous ne saurions trop inviter tous les électeurs à s'assurer de leur ins- cription. Les omissions sont toujours possibles et des radiations peuvent être effectuées d'office lorsque le do- micile des électeurs est demeuré in- trouvable.

D'ailleurs, tout citoyen se trou- vant dans l'impossibilité de se dé- placer, soit pour se faire inscrire, soit pour vérifier son inscription, soit pour indiquer son changement d'adresse, peut faire parvenir sa de- mande par lettre, de préférence re- commandée.

Rappels encore que toute de- mande en inscription doit être ap- puyée des pièces légalisées établis- sant que l'intéressé réunit les condi- tions de nationalité, d'âge et de ré- sidence ou de domicile voulues par la loi.

Toute demande de changement d'inscription devra être accompagnée d'une demande en radiation de la liste du domicile électoral anté- rieur pour être transmise au maire du dit domicile.

On peut d'ailleurs se procurer di- rectement un certificat de radiation et le remettre à la Mairie de la ville où l'on désire se faire inscrire.

A noter enfin qu'un arrêt de la Cour de Cassation, en date du 1^{er} oc- tobre 1874, décide que pour qu'un citoyen puisse être inscrit sur les listes électorales, il est indispensable qu'il en fasse la demande person- nellement ou par mandataire, et qu'il justifie de la résidence exigée (6 mois au 31 mars 1922).

Cette condition s'applique même aux fonctionnaires, contrairement à ce que la plupart supposaient.

Sans doute, le plus souvent, les municipalités inscrivent d'office les fonctionnaires en résidence dans leur ville. Mais ce n'est pas un droit pour les citoyens-fonctionnaires. Ils sont assujettis à la règle commune: for- muler une demande expresse d'ins- cription.

CHRONIQUE SPORTIVE

AVIRON CADURCIEN

L'équipe 1 du « Gallia Club Toulousain » est une des meilleures équipes de 2^e série de France. Ses légitimes succès sont mis en vedette depuis la saison dernière et les amateurs de foot ball, qui deviennent de plus en plus nombreux et de plus en plus assidus aux matches de l'Aviron, assisteront demain dimanche à une des plus jolies parties de la saison.

« Gallia » est en effet très scientifique et très vite et l'équipe 1 de l'A. C. aura fort à faire avec de tels adversaires. Le coup d'envoi aura lieu à 14 h. 30.

Les tribunes seront chauffées.

Le Comité.

Culture des plantes

Il est rappelé aux propriétaires de ter- rains incultes, plus ou moins arides, qu'ils peuvent sérieusement augmenter leurs revenus par la culture des plantes et arbustes économiques qui réussissent admirablement bien dans les causses et coteaux de la région quercynoise.

Conformément à son programme, le Comité Botanique du Quercy met gra- cieusement à la disposition de ses adhé- rents une certaine quantité de boutures et de plants racinés de plantes vivaces et variées.

Pour avoir droit à cette intéressante et gratuite distribution, il suffit d'adres- ser au plus tôt son adhésion avec le montant de la cotisation annuelle qui est fixée à 4 fr. 50 pour l'année 1922 à M. le Directeur technique du Jardin Botanique, 3, rue Joffre, à Cahors.

Anciens élèves du Lycée Gambetta à Paris

La prochaine réunion des anciens élèves du lycée de Cahors, habitant la région parisienne est fixée au samedi 28 janvier, Taverne Grüber, 15 bis, Boulevard Saint-Denis, à Paris.

Le dîner amical aura lieu à 19 heu- res 30. Prière d'envoyer les adhé- sions (12 francs, pourboire compris), deux jours à l'avance au délégué des anciens élèves du lycée Gambetta, 15 bis, Boulevard Saint-Denis, à Paris.

Les camarades, qui se trouveraient dans l'impossibilité d'assister au di- ner, sont priés de venir soit à l'apé- ritif, de 18 heures à 19 heures 30, soit au café à 21 heures.

Trouvailles archéologiques

Les travaux de la ligne de Cahors à Moissac ont mis au jour les vestiges d'un cimetière peut-être gallo-romain, dont l'emplacement se trouve aux en- virons de Villesèque, à l'endroit pré- cis où se trouvera la gare de cette station.

Les squelettes qui ont été décou- verts se trouvèrent à une faible pro- fondeur.

La Société des études du Lot a été avisée de cette découverte.

Exercice de garnison

Un exercice de cadres avec troupe pour la garnison de Cahors aura lieu mercredi prochain 25 jan- vier.

Rendez-vous à 13 heures, 45, à l'entrée Sud du Pont St-Georges. Se munir des cartes d'E. M.: Cahors N. O. et Gourdon S. O.

Messieurs les Officiers de comp- ment sont invités à y assister.

Répression des fraudes

Par application du décret du 19 août 1921, inséré au Journal Officiel du 21 août 1921, les débitants et res- taurateurs vendant au détail des vins de consommation courante, sont tenus d'indiquer d'une manière ap- parente sur les récipients, emballa- ges, casiers ou fûts, la dénomination sous laquelle le vin est mis en vente. Cette dénomination doit être suivie de l'indication du degré alcoolique. Les commerçants qui livrent en bou- teilles, à domicile, doivent donner ces indications sur la facture.

Dans l'intérêt des consommateurs qui pourront ainsi se rendre compte de la teneur des vins en l'un de ses principes essentiels, dans leur inté- rêt même, en évitant des contraven- tions toujours désagréables, les com- merçants intéressés sont invités à se conformer rapidement aux pres- criptions réglementaires. Le décret précité est applicable depuis le 19 novembre 1921.

Obsèques

Jeudi les obsèques de Mme veuve Soulayrès, négociante, Boulevard Gambetta ont été célébrées au milieu d'un concours nombreux de popula- tion qui a témoigné aux enfants et aux parents de vives sympathies.

Nous adressons à la famille nos sincères condoléances.

Egalement, le convoi funéraire du regretté M. Baudel propriétaire à St-Georges a été suivi par une foule de parents et d'amis.

A la famille Baudel, nos bien vi- ves condoléances.

Tribunal correctionnel

Audience du 19 janvier 1922

COUPS ET BLESSURES

Le nommé Bergougnoux Paul, 41 ans, cultivateur à Bonnet (près Cahors), dont nous avons annoncé l'arrestation pour coups et blessures sur son beau-père, le sieur Viguier, propriétaire, à Trespoux, a comparu devant le tribunal correction- nel.

Bergougnoux, qui est un individu dan- gereux, un ivrogne invétéré, déclara qu'il avait trouvé en conversation criminelle sa femme avec son beau-père. La vérité, c'est que, quand Bergougnoux alla à Trespoux, son beau-père mettait tout sous clé, surtout le vin.

Bergougnoux est condamné à 6 mois de prison.

DÉTROUSSEUR DE TRONCS

Le sieur Prosper Dabot, 19 ans, mar- chand ambulancier, pénétra, le jour de la foire, dans l'église de Sauzet et emporta le tronc destiné à recevoir les offrandes dédiées à St-Antoine. Dabot est condam- né à 15 jours de prison avec sursis.

Vol

La femme Louise Ferrand, cuisinière au château de M. Delord, à Puy-l'Evêque, est poursuivie pour vol. Cette cuisinière avait volé à M. Roupié, domestique agricole au château, ses économies.

Elle est condamnée à 3 mois de prison.

VANDALISME

Baudel Firmin, agriculteur, 62 ans, rue Saint-Georges, 7.
 Marie, s. p., 70 ans, rue Barry, 35.
 Bugeas Louis, garçon de bureau, Planchassagne Louis, 1.
 55 ans, rue Bouscarrot, 1.

Paradis artificiels
 Air: Musique de chambre

Dans Paris, vill' de perdilion
 Pour ceux et cell's aux goûts bizarres
 Et des Maisons d'illusion
 Et des Boîtes aux vices rares.
 On en trouve au Quartier Latin
 Mais les plus bath d' la Capitale
 Sont sur notre Butte aux Bultins
 Aux alentours d' la Plac' Pigalle.

Tous les assoiffés d'inédit,
 Lassés, blasés et nictalopes
 Rechercheant les plaisirs maudits
 Peuplent ces endroits interlopes.
 Lesbos y conquis son troupeau
 De vieilles bigues chevronnées.
 Soyons bons pour les anormaux
 Et plaignons ces Femmes Dammées.

Aux sons d'orchestres très bruyants,
 Comme soudées à la Sécotine
 On y voit danser des Jaz-Bands
 A de facheuses Androgynes.
 Et des esthètes trop jolis
 Devant ces Claudine à la Colte
 Répètent des mots de Willy:
 Quel Sapfo, pourvu qu'on rigole.

Dans ces Bars, paît tout le bétail
 Des fumeurs d'opium, dont l'haleine
 Vous promet le plaisir à l'ail
 Et au parfum d'acétylène.
 Vautrées en des visions profondes,
 Des priseuses de Cocaine
 Ont les yeux chavirés à fond
 Des Aspirantes de Marine.

Les morphinées sont légion
 Et les vieilles vous susurrent
 Connaître les dé Pravacons
 Et tout le Jardin des pigures.
 Puis, dans ce Monde où l'on se nuit
 Chosé peut paraître éblouissant,
 De pelite après minuit
 Viennent souvent planter leur tente.

L'opium, Le Kief, et la Coco
 Lesbos, et Sodome équivoques
 Tout ça c'est Kief Kief botroicou
 Et bon pour des types loufoques.
 Car plus rien n'est neuf sous le ciel
 Depuis les temps les plus Bibliques.
 Ces Paradis artificiels
 Ne sont que des Enfers lubriques.

Pour nos morts
 Le Comité du Monument aux enfants
 de la commune de Cahors morts pour
 la France adresse ses plus vifs remerciements
 aux Sociétés de Secours des militaires
 blessés, aux divers chefs de service
 et à la presse locale et régionale pour le
 précieux concours que les uns et les autres
 ont bien voulu lui prêter pour faciliter
 la souscription publique ouverte pour
 l'érection du monument.

Il adresse également l'expression de sa
 profonde gratitude aux généreux sous-
 cripteurs pour le bon accueil que les que-
 réteurs délégués ont trouvé auprès d'eux.
 Le Comité ne doute pas que toute la
 population cadurcienne voudra prendre
 part à ce témoignage de sympathie et de
 reconnaissance dû aux Enfants de Cahors
 morts au champ d'honneur.

Les listes de souscriptions seront réguliè-
 rement livrées à la presse.

1^{re} souscription

Mme et M. Auzet, docteur.....	100
Mme et M. Martin, boulevard Gambetta.....	100
Mme Marchant, caissier, C. N. T.....	20
Mme Agnon, électricien.....	10
Bergon, imprimeur.....	100
Rigal, concierge, Hospice.....	10
Boulières, rue Saint-Géry.....	10
Delors, mécanicien, pl. Gambetta.....	50
Chéry, professeur de langues.....	10
Mme et M. Cambard, r. St-Barthélémy.....	50
Mme et M. Alphonse, rue Joffre.....	100
Mme et M. Toulouse, rue Victor-Hugo.....	100
M. Lestand, quinç., boul. Gambetta.....	50
Personnel Civil de la Caserne.....	77
M. Gauthier, prof., r. Emile-Zola.....	20
Mme veuve Contou, aux Ormeaux.....	10
Mlle Salomon, boulevard Gambetta.....	10
Mme Claryousse, rue Feydel.....	10
M. Delput, avenue de la Gare.....	10
Mme et M. Louis, libraire.....	20
M. Grateuil, rue des Cadourques.....	10
Astruc fils boulevard Gambetta.....	10
Girma, rue Victor-Hugo.....	10
Sers, anc. greffier, r. Victor-Hugo.....	10
Mme d'Arus du Poussay, rue V. Hugo.....	10
M. Fichou, boulevard Gambetta.....	10
Gagnayre, ép., boul. Gambetta.....	10
Maratuech, place du Théâtre.....	10
Riolau, bazar, Promenade.....	10
Despeyrous, boulevard Gambetta.....	10
Artigues, pharmacien.....	10
Teyssonières, r. Prèsid.-Wilson.....	10
Mme veuve Henry, rue St-Barthélémy.....	20
M. le curé Sabrié.....	20
M. Lagrange, épicière.....	10
Mme veuve Vidal, rue Deloncle.....	10
M. Duverger, rue Mirepoise.....	10
Pouly, inspecteur.....	10
Mercier, champ de Mars.....	10
Troussel frères, entrepreneurs.....	20

St-Pantaléon
 Erection d'un monument aux victimes
 de la grande guerre. — M. Planacassagne
 secrétaire du Comité constitué pour l'érection
 d'un monument aux soldats de la
 commune morts pour la France adresse
 l'appel suivant aux habitants de St-Pantaléon :

Mes Chers Consiroyens,
 Toutes les communes de France élèvent
 des monuments pour perpétuer la mémoire
 de ceux qui sont tombés au Champ
 d'Honneur et qui, par leur sacrifice, ont
 sauvé le sol sacré de la Patrie.
 Je suis persuadé que vous ne voudrez
 pas rester en arrière.
 Aussi, dans ce but, je vous prie de vou-
 loir bien assister à la réunion qui aura

lieu, dans la Salle de la Mairie, le Diman-
 che, 29 Janvier prochain, à 2 heures du
 soir.

Figearc
 Prohibé. — Le jeune Raymond Cancé,
 14 ans, fils du concierge de l'Hospice de
 notre ville, a trouvé sur le champ de
 foire, à proximité du cimetière, une montre-
 remontoir d'homme avec chaîne argen-
 tée.
 Il s'est empressé de déposer sa trou-
 vaille au commissariat de police qui la
 tient à la disposition de son légitime pro-
 priétaire. Félicitations à ce jeune gar-
 çon.

Pharmacies. — Aujourd'hui dimanche,
 le service sera assuré par la pharmacie
 Selves, rue de la République.

Gourdon
 Lou Gorrit del Quercy. — Nous rappelo-
 ns à tous nos compatriotes que notre
 grand Banquet annuel suivi de bal de
 nuit, aura lieu cette année le samedi
 11 février à 19 h. 30, à l'Hôtel Lutetia, 43,
 boulevard Raspail.

Nul doute que tous nos compatriotes
 qui recherchent toutes les occasions
 agréables de se rencontrer, ne viennent
 en grand nombre à cette fête intime, dont
 l'éclat sera rehaussé par la splendeur du
 cadre.

Le prix du Banquet est fixé à 22 francs
 (bal compris) et l'entrée du bal à 25 francs
 pour les non-sociétaires.
 Malgré cette soirée de gala, la matinée
 dansante du dimanche 5 février, ne sera
 pas supprimée et aura lieu au Palais des
 Ingénieurs Civils, 19, rue Blanche, à 14
 heures.
 On trouve des cartes de banquet chez
 tous les membres du Conseil d'Adminis-
 tration, et au Café Calmon, 11, rue de
 Babylone.

Le Secrétaire,
 R. AURICOSTE,
 40, rue de l'Université.

Battue aux sangliers. — Une nouvelle
 battue aux sangliers organisée par la
 Société de chasse St-Hubert aura lieu di-
 manche 22 janvier.
 On se rassemblera à 10 heures sur la
 place du Quatre-Septembre.

Le Président: J. DELMAS.

Service pharmaceutique. — Le service
 pharmaceutique sera assuré lundi 23
 courant par la pharmacie Dardenne,
 boulevard Galiot-de-Genouillac.

Taxe du pain et de la viande. — La
 population verrait avec plaisir qu'une
 nouvelle taxation du pain et de la viande
 soit faite au plus tôt.

Labastide-Murat
 Enregistrement. — M. Vignes, receveur
 de l'enregistrement, est nommé à St-Ma-
 riet-Salvétat (Cantal). Son successeur, M.
 Billot, installe son bureau chez M. La-
 cam, greffier, ancienne pharmacie Dou-
 mer, Grande-Rue.

Communiqué. — Le Conseil munici-
 pal de Dégagnac est convoqué pour le di-
 manche 22 janvier à 13 heures.
 Ordre du jour: Monument des morts
 et questions diverses.

Au sujet du monument des morts,
 maintenant que le plan et devis est ré-
 vû de l'approbation ministérielle, le pu-
 blic serait heureux, au lieu d'un référen-
 dum, de voir le conseil prendre une dé-
 cision au sujet de son emplacement. Il n'a
 pas à hésiter, puisque la presque totalité
 de la population désire le voir s'élever
 au milieu de notre grande et belle place.

Syndicat. — Les membres du Syndicat
 agricole de Dégagnac sont convoqués en
 réunion extraordinaire pour le dimanche
 22 janvier à midi.
 Ordre du jour: Nomination des délé-
 gués qui devront se rendre à Cahors, le
 28 janvier, à la réunion générale de la
 « Fédération des Associations Agricoles
 du Lot et du Quercy ».

Salviac
 Dans l'Enregistrement. — Nous appren-
 ons avec plaisir la nomination de M.
 Roger Cazeaux, receveur de l'enregistre-
 ment à Salviac (6^e classe) au bureau de
 la Pleau (5^e classe).
 Très estimé, affable à tous, M. Cazeaux
 sera sincèrement regretté par la popula-
 tion de Salviac.
 Nous présentons à M. Fonrouge, com-
 missaire principal des hypothèques à Rodez,
 son successeur, nos meilleurs souhaits
 de bienvenue.

La foire du 20 janvier. — Le temps plu-
 vieux dans la matinée s'est mis au beau
 dans la journée, aussi les foirails étaient
 bien approvisionnés et les transactions
 très nombreuses, surtout sur les moutons.
 Voici les cours pratiqués: boeufs de
 boucherie, 110 à 120 fr. les 50 kg.; at-
 taches, 1.800 à 2.800 fr. la paire; bouvil-
 lions, 600 à 1.200 fr. la paire; moutons

gras, 140 fr. les 50 kg.; moutons maigres,
 90 à 100 fr.; brebis mères, 150 fr.;
 agneaux, 60 à 80 fr.
 Truffes: apport assez important. Prix
 en hausse: 20 fr. le demi-kg.
 Foies d'oies: 15 à 16 fr. le demi-kg.
 Jardinage peu important et toujours
 cher.
 Volaille: poulets, 3 fr. 25; poules, 3 fr.;
 dindons, 3 fr. 10; lapins domestiques, 1
 fr. 50 le demi-kg.; pigeons ordinaires,
 3 fr. la paire; œufs, 5,50 la douzaine.
 Foire assez importante.

Soulomès
 Par arrêté de M. le Préfet du Lot,
 M. Ferrié Pierre, propriétaire à Sou-
 lomès, a été nommé délégué de l'Ad-
 ministration pour faire partie de la
 Commission chargée de la révision
 de la liste électorale.
 M. Ferrié Pierre a été également
 délégué comme administrateur du
 Bureau d'Assistance de commune de
 Soulomès.

Par arrêté préfectoral en date du
 28 décembre 1921, M. Delpech Jean,
 Maire de Soulomès, a été nommé
 membre de la Commission de Statis-
 tique agricole du canton de La-
 bastide-Murat.

REMERCIEMENTS
 Les familles SOULAYRÈS, et tous les
 autres parents remercient bien sincère-
 ment toutes les personnes qui leur ont
 donné des marques de sympathie ainsi
 que celles qui ont bien voulu assister aux
 obsèques de

Mme Vve J.-B. Soulayrès
 Négociante
 NÉE PIGASSOU-DEPEYRE
 (Montpezat-du-Quercy)

REMERCIEMENTS
 Monsieur et Madame MALIQUE et leurs
 filles;
 Madame Veuve BÉDUE;
 La famille AVEZOU et tous les autres
 parents remercient bien sincèrement
 toutes les personnes qui leur ont donné
 des marques de sympathie ainsi que celles
 qui ont bien voulu assister au convoi
 funèbre de

MALIQUE Henri
 Caporal au 100^e Régiment d'Infanterie
 Mort pour la France

REMERCIEMENTS
 Madame veuve BAUDEL;
 Monsieur et Madame BAUDEL et leurs
 enfants;
 Mademoiselle Marguerite BAUDEL;
 Monsieur et Madame BUGÈS et leur fils
 et tous les autres parents remercient bien
 sincèrement toutes les personnes qui leur
 ont donné des marques de sympathie
 ainsi que celles qui ont bien voulu assister
 aux obsèques de

M. Firmin BAUDEL

REMERCIEMENTS
 Monsieur Gaston PLANACASSAGNE;
 Madame Philippe GÉRARD;
 Madame veuve LABRO;
 Madame et Monsieur ALAZARD et tous
 les autres parents remercient bien sincère-
 ment toutes les personnes qui leur ont
 donné des marques de sympathie ainsi
 que celles qui ont bien voulu assister aux
 obsèques de

M. PLANACASSAGNE,
 Garçon de bureau à la Mairie

ETUDE
 de
M. Pierre DESPRATS
 Licencié en Droit
 AVOUÉ à CAHORS
 Rue du Portail-Alban, N° 10
 Succ. de M^{rs} TASSART et MAZIERES

Assistance judiciaire
 du 17 novembre 1920

EXTRAIT
 D'UN
JUGEMENT DE DIVORCE

D'un jugement rendu par défaut
 par le Tribunal civil de Cahors le
 quinze juillet mil neuf cent vingt et
 un, enregistré, entre Madame Marie
 CARRIERES, épouse de Monsieur
 Jean-Alexis CARLES, menuisier,
 domicilié à Larnagol, avec lequel
 elle est domiciliée de droit à Larnagol,
 mais résidant de fait à Cahors,
 rue Saint-Namphaise, numéro 1.
 Il appert que le divorce d'entre les
 époux CARRIERES-CARLES a été
 prononcé au profit de la dite dame
 et aux torts et griefs du mari.
 Pour extrait certifié conforme par
 l'avoué soussigné à Cahors, le dix
 neuf janvier mil neuf cent vingt-
 deux.

Signé: P. DESPRATS.

Imprimerie COUESLANT (personnel intéressé)
 Le co-gérant: M. DAROLLE.

COMPTABILITÉ
 Mise à Jour, Inventaires, Bilans
 Déclarations fiscales
 Par Expert-Comptable
 Se rend à domicile — Prix modérés
 S'adresser au Bureau du Journal

Le contenu d'une boîte
 de conserve ne se voit pas
 au moment de l'achat.
 Comme garantie de qua-
 lité et quantité, exigez
 la marque

AMIEUX-FRÈRES TOUJOURS
 A MIEUX

Grande Pharmacie de la Croix Rouge
 En face le Théâtre, CAHORS

La Phosphode Garnal
 Remplace l'Huile de foie de morue
 et les préparations ferrugineuses
 et iodées

Pour le traitement et la guérison des Maladies de
 la poitrine, Maladies des os, Maladies des
 enfants, Rhumatismes, Engorgements ganglion-
 naires, Toux opiniâtre, Furoncles, etc.

qu'elle serait aimée encore, que peut-
 être un jour, plus tard, ce feu dévorant
 qui la consumait brûlerait pour un
 autre...

« Non, pas cela, soupira-t-elle. Je ne
 veux pas cela. »

C'était la dernière lutte. Dès le
 premier moment, il avait joué sa
 défaite. La mort de sa mère, le suprême
 appel de sa famille, l'infamante
 condamnation qui le frappait ne lui
 permettaient pas de discuter. Il ne
 lui restait qu'à régler les détails de son
 départ, à atténuer dans la mesure du
 possible le malheur d'Edith. De-
 meurer avec elle plus longtemps, il
 ne le voulait pas, et à peine séparé
 d'elle par une fragile décision, il
 souffrait à crier douleur.

« Elle l'attendait avec impatience sur
 le pas de l'hôtel. Dès qu'elle l'aper-
 çut, elle courut à sa rencontre. »

« Enfin! murmura-t-elle comme
 une plainte légère, non comme une
 gronderie. »

« L'essai de sourire. »

« Bonjour, Edith. »

Tendre et attentive, elle observait
 le visage de son amant et remarquait
 la trace des larmes.

« J'ai toujours peur maintenant
 quand tu es loin. »

« Peur de quoi? »

« Peur que tu ne reviennes pas, »

« Ma chérie... »

« Je sais, reprit-elle gravement.
 Un jour tu ne reviendras pas. Dis-
 moi que ce n'est pas encore? »

« Tais-toi, Edith. Je t'aimerai tou-
 jours. (A suivre). »

rait transporté de Madère dans une ile
 lointaine.

Vaste incendie à Berlin
 De Berlin: Un incendie s'est déclaré
 à la grande chocolaterie Sarotti à Berlin.
 Il n'a pu être maîtrisé et tous les bâti-
 ments ont été détruits.
 On compte 200 blessés.
 3.000 ouvriers sont condamnés au
 chômage.

REMERCIEMENTS
 Les familles SOULAYRÈS, et tous les
 autres parents remercient bien sincère-
 ment toutes les personnes qui leur ont
 donné des marques de sympathie ainsi
 que celles qui ont bien voulu assister aux
 obsèques de

Mme Vve J.-B. Soulayrès
 Négociante
 NÉE PIGASSOU-DEPEYRE
 (Montpezat-du-Quercy)

REMERCIEMENTS
 Monsieur et Madame MALIQUE et leurs
 filles;
 Madame Veuve BÉDUE;
 La famille AVEZOU et tous les autres
 parents remercient bien sincèrement
 toutes les personnes qui leur ont donné
 des marques de sympathie ainsi que celles
 qui ont bien voulu assister au convoi
 funèbre de

MALIQUE Henri
 Caporal au 100^e Régiment d'Infanterie
 Mort pour la France

REMERCIEMENTS
 Madame veuve BAUDEL;
 Monsieur et Madame BAUDEL et leurs
 enfants;
 Mademoiselle Marguerite BAUDEL;
 Monsieur et Madame BUGÈS et leur fils
 et tous les autres parents remercient bien
 sincèrement toutes les personnes qui leur
 ont donné des marques de sympathie
 ainsi que celles qui ont bien voulu assister
 aux obsèques de

M. Firmin BAUDEL

REMERCIEMENTS
 Monsieur Gaston PLANACASSAGNE;
 Madame Philippe GÉRARD;
 Madame veuve LABRO;
 Madame et Monsieur ALAZARD et tous
 les autres parents remercient bien sincère-
 ment toutes les personnes qui leur ont
 donné des marques de sympathie ainsi
 que celles qui ont bien voulu assister aux
 obsèques de

M. PLANACASSAGNE,
 Garçon de bureau à la Mairie

ETUDE
 de
M. Pierre DESPRATS
 Licencié en Droit
 AVOUÉ à CAHORS
 Rue du Portail-Alban, N° 10
 Succ. de M^{rs} TASSART et MAZIERES

Assistance judiciaire
 du 17 novembre 1920

EXTRAIT
 D'UN
JUGEMENT DE DIVORCE

D'un jugement rendu par défaut
 par le Tribunal civil de Cahors le
 quinze juillet mil neuf cent vingt et
 un, enregistré, entre Madame Marie
 CARRIERES, épouse de Monsieur
 Jean-Alexis CARLES, menuisier,
 domicilié à Larnagol, avec lequel
 elle est domiciliée de droit à Larnagol,
 mais résidant de fait à Cahors,
 rue Saint-Namphaise, numéro 1.
 Il appert que le divorce d'entre les
 époux CARRIERES-CARLES a été
 prononcé au profit de la dite dame
 et aux torts et griefs du mari.
 Pour extrait certifié conforme par
 l'avoué soussigné à Cahors, le dix
 neuf janvier mil neuf cent vingt-
 deux.

Signé: P. DESPRATS.

Imprimerie COUESLANT (personnel intéressé)
 Le co-gérant: M. DAROLLE.

COMPTABILITÉ
 Mise à Jour, Inventaires, Bilans
 Déclarations fiscales
 Par Expert-Comptable
 Se rend à domicile — Prix modérés
 S'adresser au Bureau du Journal

Le contenu d'une boîte
 de conserve ne se voit pas
 au moment de l'achat.
 Comme garantie de qua-
 lité et quantité, exigez
 la marque

AMIEUX-FRÈRES TOUJOURS
 A MIEUX

Grande Pharmacie de la Croix Rouge
 En face le Théâtre, CAHORS

La Phosphode Garnal
 Remplace l'Huile de foie de morue
 et les préparations ferrugineuses
 et iodées

Pour le traitement et la guérison des Maladies de
 la poitrine, Maladies des os, Maladies des
 enfants, Rhumatismes, Engorgements ganglion-
 naires, Toux opiniâtre, Furoncles, etc.

rait transporté de Madère dans une ile
 lointaine.

Vaste incendie à Berlin
 De Berlin: Un incendie s'est déclaré
 à la grande chocolaterie Sarotti à Berlin.
 Il n'a pu être maîtrisé et tous les bâti-
 ments ont été détruits.
 On compte 200 blessés.
 3.000 ouvriers sont condamnés au
 chômage.

REMERCIEMENTS
 Les familles SOULAYRÈS, et tous les
 autres parents remercient bien sincère-
 ment toutes les personnes qui leur ont
 donné des marques de sympathie ainsi
 que celles qui ont bien voulu assister aux
 obsèques de

Mme Vve J.-B. Soulayrès
 Négociante
 NÉE PIGASSOU-DEPEYRE
 (Montpezat-du-Quercy)

REMERCIEMENTS
 Monsieur et Madame MALIQUE et leurs
 filles;
 Madame Veuve BÉDUE;
 La famille AVEZOU et tous les autres
 parents remercient bien sincèrement
 toutes les personnes qui leur ont donné
 des marques de sympathie ainsi que celles
 qui ont bien voulu assister au convoi
 funèbre de

MALIQUE Henri
 Caporal au 100^e Régiment d'Infanterie
 Mort pour la France

REMERCIEMENTS
 Madame veuve BAUDEL;
 Monsieur et Madame BAUDEL et leurs
 enfants;
 Mademoiselle Marguerite BAUDEL;
 Monsieur et Madame BUGÈS et leur fils
 et tous les autres parents remercient bien
 sincèrement toutes les personnes qui leur
 ont donné des marques de sympathie
 ainsi que celles qui ont bien voulu assister
 aux obsèques de

M. Firmin BAUDEL

REMERCIEMENTS
 Monsieur Gaston PLANACASSAGNE;
 Madame Philippe GÉRARD;
 Madame veuve LABRO;
 Madame et Monsieur ALAZARD et tous
 les autres parents remercient bien sincère-
 ment toutes les personnes qui leur ont
 donné des marques de sympathie ainsi
 que celles qui ont bien voulu assister aux
 obsèques de

M. PLANACASSAGNE,
 Garçon de bureau à la Mairie

ETUDE
 de
M. Pierre DESPRATS
 Licencié en Droit
 AVOUÉ à CAHORS
 Rue du Portail-Alban, N° 10
 Succ. de M^{rs} TASSART et MAZIERES

Assistance judiciaire
 du 17 novembre 1920

EXTRAIT
 D'UN
JUGEMENT DE DIVORCE

D'un jugement rendu par défaut
 par le Tribunal civil de Cahors le
 quinze juillet mil neuf cent vingt et
 un, enregistré, entre Madame Marie
 CARRIERES, épouse de Monsieur
 Jean-Alexis CARLES, menuisier,
 domicilié à Larnagol, avec lequel
 elle est domiciliée de droit à Larnagol,
 mais résidant de fait à Cahors,
 rue Saint-Namphaise, numéro 1.
 Il appert que le divorce d'entre les
 époux CARRIERES-CARLES a été
 prononcé au profit de la dite dame
 et aux torts et griefs du mari.
 Pour extrait certifié conforme par
 l'avoué soussigné à Cahors, le dix
 neuf janvier mil neuf cent vingt-
 deux.

Signé: P. DESPRATS.

Imprimerie COUESLANT (personnel intéressé)
 Le co-gérant: M. DAROLLE.

COMPTABILITÉ
 Mise à Jour, Inventaires, Bilans
 Déclarations fiscales
 Par Expert-Comptable
 Se rend à domicile — Prix modérés
 S'adresser au Bureau du Journal

L'ÉPARGNE vend les meilleurs PRODUITS

Alimentation — Approvisionnement
TOULOUSE

BIBLIOGRAPHIE

Revue Scientifique

Fondée en 1863
Paraissant les deuxième
et quatrième samedis de chaque mois
Sommaire du 14 janvier 1922
Le Congrès International d'Anthropologie
de Liège : 1. discours de M. Max Lohest,
professeur à l'Université de Liège; 2. dis-
cours du Prince Roland Bonaparte. La durée
et la conception Einsteinienne du Temps,
par R. Faucot, professeur au Lycée de Lorient.
Notes et Actualités : Mathématiques : Le

mois mathématique à l'Académie des Sciences
(novembre 1921); Télégraphie : L'état
actuel de la télégraphie sans fil et ses
applications scientifiques; Météorologie :
La prédiction des houles du Maroc; Anthro-
pologie : Emile Cartailhac (1844-1921); Chi-
mie : L'eau oxygénée pure; Biologie : L'in-
tersexualité chez les Daphnies; Thérapeu-
tique : La quinine dans le traitement de
l'arythmie complète du cœur; Variétés :
Une Association générale des conservateurs
de collections publiques de France.
Applications de la science à l'industrie :
Chimie : Le chlore industriel; Industrie :
L'industrie frigorifique.
Nouvelles : Académie des Sciences, etc.
— Vie scientifique universitaire.
Nécrologie : Louis Baudin.

Académie des Sciences de Paris : Comptes-
rendus de la séance du 19 décembre 1921.
Bibliographie.
Abonnements : Revue scientifique (seule),
France, un an, 40 francs; six mois, 23 fr.
— Etranger, un an, 55 francs; six mois,
30 francs.
Revue Scientifique et Revue Bleue (réu-
nies), France, un an, 74 francs; six mois,
40 francs. — Etranger, un an, 100 francs;
six mois, 55 francs.
Prix du numéro : France, 1 fr. 90.
Etranger, 2 fr. 50. — Chèques postaux :
Paris, 4882. — Paris, 286, boulevard
Saint-Germain, VII^e. Téléphone Fleurus :
02-29.

ACHAT, VENTE de Propriétés

BERNHEIM Frères et Fils
23, rue de l'Arcade, Paris

Pour le département du Lot, s'adresser
au bureau de Tulle, à **Gabriel RIO-
BLANC**, 38, quai de Rigny, TULLE,
Corrèze, ou à **M. MICHELET**, 14, Bd
Gambetta, CAHORS.

GRANDE BAISSÉ DE PRIX

Maison d'Ameublements
8, RUE FÉNELON

CHAMBRES NOYER MASSIF

Vendues à prix de fabrique
Durant le mois de Janvier

LIQUIDATION DU CENTRE AUTOMOBILE de ROMORANTIN (Loir-&-Cher)

MATERIEL AMERICAIN & FRANÇAIS DU CAMP DE PRUNIER

CAMIONS DE TOUTES MARQUES

et tous tonnages en état de marche

CAMIONS-BENNES BASCULANTES. — CAMIONS-CITERNES. — CAMIONNETTES.
TRACTEURS. — CHASSIS NEUFS G. M. C. ET A. S. — CHASSIS FORD. — TORPE-
DO, CONDUITE INTERIEURE FORD, CARROSSERIE FRANÇAISE. — REMOR-
QUES 2 et 4 ROUES. — VOITURES DE TOURISME. — PIÈCES DÉTACHÉES. —
BANDAGES POUR CAMIONS. — PNEUMATIQUES ET CHAMBRES A AIR, etc... etc.

Hangars métalliques de toutes dimensions — Eléments dépareillés de hangars

POSE DE BANDAGES NEUFS TOUTES DIMENSIONS AMÉRICAINES (exceptionnel)

VENTE TOUTS LES JOURS, DE GRÉ A GRÉ, sans aucune formalité

LIVRAISON IMMÉDIATE AU CAMP DE PRUNIER

(à Romorantin service automobile pour les visiteurs)

Toutes expéditions sont faites sur demandes. — EXPORTATION

Pour tous renseignements, s'adresser au Camp de Pruniers.

Téléphone : CAMP DE PRUNIER. ROMORANTIN.

ETUDE

DE

M. L. NUVILLE

Docteur en Droit
AVOÜÉ A FIGEAC

EXTRAIT

DE

**Demande en séparation
de Biens**

En vertu d'une ordonnance de Mon-
sieur le Président du Tribunal civil de
Figeac et suivant exploit de Maître
BESSIÈRES, huissier à Bretenoux,
en date du dix-neuf janvier courant
mois, enregistré.

Madame Louise JACH, sans pro-
fession, épouse de Monsieur Antoine
JACH, chiffonnier, avec lequel elle de-
meure au chef-lieu de la commune de
Puybrun, a formé contre son dit ma-
ri une demande en séparation de
biens et Maître NUVILLE, avoué à
Figeac, a été constitué pour la dite
Dame sur cette demande.

Pour extrait certifié véritable.
Figeac, le vingt janvier mil neuf
cent vingt-deux.

NUVILLE, avoué.

CYCLES marque **UNION** **285 fr.**
réputés les plus solides, depuis

MACHINES à coudre **400 fr.**
à pédalier, syst. Singer

5 et 10 ans de garantie, chez les principaux mécaniciens
Louis LENOIR, constructeur, 19, rue Vauban, BORDEAUX

Vente à Grand Rabais

La Maison CHABERT

Tailleur sur Mesure et Confection

67, Bd Gambetta, en face l'Hôtel des Ambassadeurs

Préviend le public qu'il vient de recevoir un **Stock de complets et par-
dessus pour hommes, jeunes gens et enfants de la dernière fraîcheur**
et d'une coupe irréprochable, vendu aux prix les plus réduits.

**Spécialité de vêtements de travail
des meilleures marques**

**RAYON DE MESURES. — Grand choix de draperie anglaise et française
aux prix les plus réduits**

La Maison est ouverte **DIMANCHES** et **FÊTES** toute la journée.

ETUDE

DE

Maître MALET

NOTAIRE A CAHORS

Deuxième insertion

Suivant acte reçu par Maître
MALET, notaire à Cahors, le quatre
janvier mil neuf cent vingt-deux,
enregistré, Monsieur Marcel GA-
LISSIER, directeur de cinématogra-
phe, demeurant à Cahors, rue des
Mirepoises, numéro cinq, a vendu
à Madame Alexandrine ROMAIN,
commerçante, demeurant à Cahors,
rue des Mirepoises, numéro cinq,

Le fonds de commerce de cinéma-
tographie connu sous la dénomination
de **L'APOLLO** exploité à Cahors,
rue des Augustins, numéro quatre.

Pour les oppositions domicile est
élu en l'étude dudit Maître MALET.

Avis est donné qu'en exécution de
l'article trois de la loi du dix-sept
mars mil neuf cent neuf les créan-
ciers des vendeurs devront pour
conservé leurs droits former oppo-
sition au domicile sus-indiqué dans
les dix jours qui suivront la pré-
sente insertion.

Pour dernier avis :

MALET, Notaire.

Etude de Maître Pierre DESPRATS, licencié en droit, avoué à Cahors, rue du Portail-Alban, n° 10

Successeur de M^e TASSART et MAZIERES

VENTE SUR LICITATION EN UN SEUL LOT

Les Etrangers admis

D'UN IMMEUBLE EN NATURE DE

MAISON AVEC SES DÉPENDANCES

Dépendant de la succession de Madame Marguerite MIQUEL, Veuve de Monsieur Jean-Louis BRO, sise à Cahors, rue du Maréchal Joffre, Numéro 3.

L'adjudication aura lieu le **VENDREDI DIX FÉVRIER MIL NEUF CENT VINGT-DEUX**, à **DEUX HEURES** de l'après-midi, par devant Monsieur le Président d'audience du Tribunal Civil de Cahors, en l'audience des criées du dit Tribunal Civil, séant au Palais de Justice de la dite ville.

On fait savoir à qui il appartient-
dra :

Qu'en vertu et en exécution d'un
jugement contradictoirement ren-
du par le Tribunal civil de Cahors
le quinze avril mil neuf cent vingt
et un, enregistré, signifié et de-
venu définitif, par lequel jugement
est ordonné le partage d'une par-
tie de maison indivise entre les
parties en cause, située à Cahors,
rue du Maréchal Joffre, numéro
trois et dépendant de la succes-
sion de Madame Marguerite MIQUEL,
Veuve BRO, avec licitation préala-
ble de la dite partie d'immeuble;

Et qu'aux requêtes, poursuites et
diligences de :

1^o Madame Anne BRO, Veuve
DELSOL, domiciliée au Château,
commune de Thédirac;

2^o Monsieur Maurice BRO, com-
mis d'Inspection académique, de-
meurant à Bourges, rue Voltaire,
numéro trois; Monsieur Charles
BRO, lieutenant au 18^e régiment
d'Artillerie, Chevalier de Légion
d'Honneur, demeurant à Agen, 1,
rue Suderie; Madame Veuve Pierre
BRO, née Léontine RAYNAUD,
demeurant à Cahors, Faubourg
Labarre, agissant ces trois derniers
à raison des droits qu'ils peuvent
avoir dans la succession de feu
Monsieur Pierre BRO, quand vi-
vait Chef de Division à la Préfec-
ture du Lot, demeurant à Cahors,
leur père et époux décédé dite
ville le neuf mai mil neuf cent
vingt et un.

Tous les susnommés demandeurs
ayant Maître Pierre DESPRATS
pour avoué qu'ils constituent et
occupera pour eux avec élection
de domicile à Cahors en son étude,
rue du Portail-Alban, numéro 10,
d'une part.

En présence ou lui dûment ap-
pelé de :

Monsieur Elie BRO, propriétaire
demeurant à Cahors, rue du Maré-
chal-Joffre, numéro trois et négoc-

çant, défendeur colicitant, ayant
Maître François SÉGUY pour avoué
constitué près le Tribunal civil de
Cahors, d'autre part.

Il sera procédé le **VENDREDI
DIX FÉVRIER MIL NEUF CENT
VINGT-DEUX, à DEUX HEURES**
de l'après-midi, en l'audience des
criées du Tribunal civil de
Cahors, par-devant Monsieur le
Président d'audience à ses fins
commis par le jugement précité.

A la vente au plus offrant et der-
nier enchérisseur, les étrangers
admis, de la partie d'immeuble ci-
après désignée et dépendant de la
succession de Madame Marguerite
MIQUEL, Veuve de Monsieur Jean-
Louis BRO, décédée le deux no-
vembre mil neuf cent.

Un cahier des charges, conté-
nant les clauses et conditions de
la présente licitation a été dressé
par les soins de Maître DES-
PRATS, avoué à Cahors, et déposé
au Greffe du Tribunal civil où tou-
tes personnes peuvent en prendre
connaissance sans frais.

DÉSIGNATION

DE

l'immeuble à vendre

TELLE QU'ELLE RÉSULTE DU
CAHIER DES CHARGES

LOT UNIQUE

Une partie de maison portée
sous les numéros mille quarante-
trois (1043) et mille quarante-
quatre partie (1044 p.), section N, avec
sol de maison porté sous le numé-
ro mille quarante-quatre partie
(1044 p.), section N du plan de la
matrice cadastrale de la ville de
Cahors, d'un revenu matriciel im-
posable de trois cent quatre-vingt-

dix-sept francs cinquante centi-
mes, sise à Cahors, rue de l'Hôtel-
de-Ville et nouvellement rue du
Maréchal-Joffre, numéro trois, la
dite maison construite en pierre
et couverte en ardoises du côté de
la rue et en tuiles du côté de la
cour.

La dite partie de maison con-
siste en 1^o un premier étage situé
au-dessus d'un rez-de-chaussée et
d'un entresol, appartenant ces deux
derniers à d'autres propriétaires;
2^o un deuxième étage; 3^o un troi-
sième étage; 4^o un galetas et la
toiture; 5^o une cave voûtée qui
se trouve partie sous le magasin
du rez-de-chaussée appartenant à
Madame Vincent, épouse Roques et
partie sous le grand couloir d'en-
trée et sous l'immeuble Capmas,
actuellement occupé par Monsieur
Alphonse;

La dite portion d'immeuble
confrontant le tout du midi avec
la rue du Maréchal-Joffre, du cou-
chant avec maison Arnould, du
nord avec cour et immeuble Cap-
mas, du levant avec immeuble
Cambornac-Bousquet et de des-
sus avec entresol appartenant à
dame Vincent, épouse Roques, et
à Monsieur Marlas.

Les propriétaires du rez-de-
chaussée, de l'entresol, de la cave,
de la cour et arrière-cour et des
bâtiments qui sont au nord et sé-
parés par la dite cour ont le droit
de passage par le grand portail de
l'entière maison donnant sur la
rue du Maréchal-Joffre pour aller dans
les appartements correspondants
et pour le service de la cave, de
la cour et autres bâtisses, comme
aussi l'usage du degré pour aller
aux entresols et aux fosses d'ai-
sances.

Cette partie de maison est ven-
due avec tous ses droits d'entrée,
passages, issues, servitudes et usages
accoutumés et il est renvoyé à
ce sujet pour plus amples détails
au cahier des charges.

La porte d'entrée de l'immeuble,
qui donne sur la rue du Maréchal-
Joffre, ainsi que le couloir d'en-
trée conduisant à la cour Capmas
et à l'escalier en pierre desservant
la partie d'immeuble mise en
vente, sont communs à tous les
co-propriétaires.

CAVE. — La cave est desservie
par un escalier en pierre; située
à gauche du couloir d'entrée, elle
se trouve sous le couloir d'entrée
de l'immeuble et sous le magasin
de l'immeuble Capmas loué ac-
tuellement à Monsieur Alphonse.
La partie de la cave située sous
le magasin Capmas loué à Mon-
sieur Combrouse est la propriété
de Monsieur Capmas ou de ses
ayants droit.

NOTA IMPORTANT. — Il est
expliqué que le **REZ-DE-CHAUS-
SÉE** est exclu de la présente vente,
n'étant point la propriété de la
succession BRO; il comprend
trois magasins appartenant à trois
propriétaires différents; le ma-
gasin loué à Monsieur Massip, cor-
donnier, est la propriété de Ma-
dame Vincens, épouse Roques, de
Gramat; le magasin du milieu loué
à Monsieur Combrouse, marchand
de meubles, appartient à Monsieur
Capmas et le magasin loué à Mon-
sieur Arbouys, relieur, est la pro-
priété de Monsieur Marlas.

L'ENTRESOL, exclu également
de la présente vente, est la pro-
priété, partie de Madame Vincens,
épouse Roques, susnommée, partie
de Monsieur Marlas.

Un escalier en pierre à deux pa-
liers part de la cour et dessert
l'entresol et le premier étage; il
est jusqu'au premier palier com-
mun à tous les co-propriétaires et
le deuxième palier est commun à
la portion d'immeuble Bro et à
l'immeuble Capmas.

La partie d'immeuble BRO est
en outre desservie par un escalier
en bois qui part du premier palier
de l'escalier en pierre et dessert
les trois étages de la dite partie
d'immeuble BRO.

PREMIER ÉTAGE. — Le pre-
mier étage a deux entrées. Il est
composé d'une cuisine donnant
sur la cour Capmas; de deux pié-
ces prenant jour sur l'escalier en
pierre extérieur, d'une chambre
avec cheminée pourvue de deux
fenêtres donnant sur la rue et d'une
autre chambre avec cheminée
éclairée par une fenêtre donnant
aussi sur la rue; le premier étage
comprend donc en tout cinq pié-
ces.

DEUXIÈME ÉTAGE. — Il se com-
pose d'une ancienne cuisine ser-
vant de débarras et d'une cuisine,
prenant jour toutes deux sur la
cour Capmas, d'une petite pièce
donnant sur l'escalier intérieur;
d'une autre pièce avec cheminée
prenant jour dans la cuisine par
une porte vitrée et de trois cham-
bres éclairées chacune par une fe-
nêtre donnant sur la rue. Le
deuxième étage comprend ainsi en
tout sept pièces.

TROISIÈME ÉTAGE. — Sur le
palier à gauche, se trouve un ca-
binet de débarras avec un réduit
ou évier. Cet étage comprend deux
appartements: le premier se com-
pose d'une cuisine prenant jour
sur l'escalier et de deux chambres,
chacune avec cheminée, éclairées
chacune par une fenêtre donnant
sur la rue; le second petit appa-
rtement se compose d'une cuisine
prenant jour sur la cour Capmas,
d'une pièce avec cheminée éclairée
par une porte vitrée prenant
jour de la cuisine et d'une cham-
bre éclairée par une fenêtre don-
nant sur la rue.

Toutes les chambres sont pla-
fonnées et tapissées.
L'eau est à tous les étages.

Chaque étage est pourvu de ca-
binets d'aisance.
L'escalier est éclairé par un vi-
trage à ciel ouvert.

GALETAS. — Le galetas, qui
s'étend sur toute la superficie de
l'immeuble, est divisé en plusieurs
parties séparées entre elles par
des cloisons en planches.

Le toit est couvert en ardoises
du côté de la rue. Sur les cuisines
il se trouve en contre-bas et cou-
vert en tuile.

BAUX

La partie de maison mise en
vente fait l'objet des diverses lo-
cations suivantes, toutes verbales :
Le premier étage est loué pour
partie à Mademoiselle Alaux, cor-
setière, et pour partie à Monsieur
Gallié, commis-greffier du Tribu-
nal.

Le deuxième étage en entier est
loué à Monsieur Elie BRO, co-
propriétaire, défendeur colici-
tant.

Le troisième étage est loué pour
partie à Monsieur Louis Bonnet,
rédacteur au *Journal du Lot* et
pour partie à Madame Morance,
employée à la Gare de Cahors.

Chaque locataire dispose d'une
partie de la cave ainsi que d'une
partie du galetas.

MISE A PRIX

La partie d'immeuble ci-dessus
décrite et désignée formant un lot
unique sera mise en vente sur la
mise à prix de **HUIT
MILLE FRANCS, ci 8.000 fr.**

BAISSE DE MISE A PRIX

En vertu et en exécution du ju-
gement précité, Monsieur le Pré-
sident d'audience commis à la
présente licitation est autorisé en
cas de non-enchères à baisser in-
définiment la mise à prix ci-des-
sus fixée.

PAIEMENT DES FRAIS

Tous les frais exposés jusqu'au
jour de l'adjudication seront payés
ainsi que le droit proportionnel,
par les adjudicataires en dimi-
nution du prix d'adjudication, entre
les mains de Maître DESPRATS,
avoué poursuivant la présente li-
citation, dans les dix jours de la
vente.

Pour extrait certifié conforme :
L'avoué poursuivant :
P. DESPRATS.

Enregistré à Cahors le
février mil neuf cent vingt-deux,
folio case Reçu trois
francs.

Le Receveur,
Signé : PONCHARRAU.

Pour tous renseignements s'adres-
ser : 1^o à Maître DESPRATS,
avoué poursuivant la présente
licitation; 2^o à Maître SÉGUY,
avoué co-licitant, lesquels, com-
me tous les autres avoués occu-
pant près le Tribunal civil de
Cahors pourront être chargés
d'encherir.